



# Comptes consolidés

1<sup>er</sup> semestre 2004

## A. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

### I. Bilan consolidé au 30 juin 2004

( En milliers d'euros )

Actif	30/06/04				30/06/03	2003
	Note	Brut	Amort. et prov.	Net	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>						
• Immobilisations incorporelles	1	1 190	948	242	201	255
• Ecart d'acquisition	1	4 810	3 014	1 796	1 629	2 013
• Immobilisations corporelles	2	15 524	11 154	4 370	4 603	4 047
• Immobilisations financières	3	2 432	205	2 227	1 138	2 304
<b>Total actif immobilisé</b>		<b>23 956</b>	<b>15 321</b>	<b>8 635</b>	<b>7 571</b>	<b>8 619</b>
<b>Actif circulant</b>						
• Stocks et en-cours		4 950	976	3 974	2 907	4 353
• Clients et comptes rattachés	4	13 716	2 840	10 876	7 971	8 032
• Autres Créances		2 333	39	2 294	2 246	1 936
• Valeurs mobilières						
• Disponibilités		1 084		1 084	3 206	1 706
<b>Total actif circulant</b>		<b>22 083</b>	<b>3 855</b>	<b>18 228</b>	<b>16 329</b>	<b>16 028</b>
<b>Total actif</b>		<b>46 039</b>	<b>19 176</b>	<b>26 864</b>	<b>23 900</b>	<b>24 648</b>

Passif	Note	30/06/04	30/06/03	2003
<b>Capitaux propres</b>				
• Capital	5	2 699	1 720	6 299
• Réserves consolidées		- 1 184	-639	1 070
• Résultat de l'exercice		-694	-3 561	-5 852
<b>Capitaux propres/Part du Groupe</b>	5	<b>821</b>	<b>-2 480</b>	<b>1 517</b>
Intérêts minoritaires	5	79	82	72
Provisions pour risques et charges	6	1 911	2 112	1 971
<b>Dettes</b>				
• Emprunts et dettes financières	7	6 236	6 229	4 090
• Fournisseurs et comptes rattachés	8	13 454	12 138	12 593
• Autres Dettes	9	4 363	5 818	4 406
<b>Total dettes</b>		<b>24 053</b>	<b>24 185</b>	<b>21 089</b>
<b>Total passif</b>		<b>26 864</b>	<b>23 900</b>	<b>24 648</b>

## II. Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)

	Note	1 <sup>er</sup> sem. 2004	1 <sup>er</sup> sem. 2003	2003
Chiffre d'affaires net	10	36 656	27 709	59 012
• Autres produits d'exploitation	11	763	1 375	3 190
Total produits d'exploitation		37 419	29 084	62 202
• Achats consommés		21 750	16 462	36 031
• Autres achats externes		6 364	4 419	9 455
• Impôts et taxes		611	498	978
• Charges de personnel	12	7 282	7 000	14 221
• Participation des salariés				
• Autres charges d'exploitation		208	565	1 336
• Dotation amortissements et provisions		1 656	2 204	4 643
• Correction d'erreur	13		1 090	1 090
Total charges d'exploitation		37 870	32 238	67 754
Résultat d'exploitation		-451	-3 153	-5 552
• Produits financiers	14	104	117	447
• Charges financières	14	239	330	619
Résultat financier		-135	-213	-172
Résultat courant		-586	-3 366	-5 724
• Produits exceptionnels	15	59	111	364
• Charges exceptionnelles	15	40	125	137
Résultat exceptionnel		19	-14	228
• Impôts sur les bénéfices	16	21	21	-52
• Dotation aux amortissements sur écarts acquisition		217	191	434
Résultat net des sociétés intégrées		-806	-3 593	-5 982
• Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		118		88
Résultat net consolidé		-687	-3 593	-5 894
• Part des minoritaires		7	-32	-42
Part de la société mère		-694	-3 561	-5 852
• Résultat par action en euros		-0.08	-1.45	-0.65
• Résultat par action dilué en euros		-0.08	-1.45	-0.65

### III. Tableau de variation des flux de trésorerie (en milliers d'euros)

	1er sem. 2004	1er sem. 2003	2003
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	-687	-3 593	-5 894
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
amortissement des écarts d'acquisition	217	191	434
amortissements	817	794	1 454
Amortissements sur crédit bail	195	401	647
provisions (nettes)	27	-369	-206
+ ou - values	-192	-355	-297
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-118		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 002	4 280	1 423
Autres titres immobilisés	143	579	382
stocks	75	1 873	505
clients	-2 762	2 262	1 900
Dépôt de garantie du Factor	83	474	230
autres créances	-357	-39	232
dettes fournisseurs	861	-426	29
dettes fiscales et sociales	194	-136	-529
autres dettes	-238	-308	-1 326
Flux net de trésorerie lié à l'activité	-1 744	1 350	-2 439
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
acquisitions d'immobilisations	-1 425	-998	-3 033
cessions d'immobilisations	422	589	766
Autres variations d'immobilisation	-21		
Incidence des variations de périmètre			
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	- 1 024	- 409	-2 267
dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées			6 288
augmentation de capital en numéraire (nette des frais)			
émissions d'emprunts	2 238	1 323	279
remboursements d'emprunts	-364	-621	-2 059
Remboursements d'emprunts en crédit bail	-286	-480	
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	1 588	222	4 508
Variation de trésorerie	- 1 180	1 163	-198
Trésorerie d'ouverture	888	1 086	1 086
Trésorerie de clôture	-292	2 249	888
Variation de trésorerie	-1 180	1 163	-198
Disponibilités de clôture	1 084	3 206	1 706
Concours bancaires courants de clôture	-1 376	-957	- 818
Trésorerie de clôture	-292	2 249	888

## IV. Annexe aux comptes consolidés

### Faits caractéristiques de l'exercice

#### 1. Réduction du capital par voie d'absorption des pertes

L'assemblée générale extraordinaire de la société IEC Professionnel Média du 7 juin 2004 a décidé de réduire le capital social d'un montant de 3 599 184 euro, ramenant le capital de 6 298 572 euro à 2 699 388 euro par voie d'absorption des pertes. Cette réduction de capital social a été opérée par voie de réduction de la valeur nominale de l'action de 0,70 euro à 0,30 euro.

#### 2. Application de l'accord de rééchelonnement

En application de l'accord de rééchelonnement des dettes bancaires et fournisseurs intervenu au cours du premier trimestre 2002, le groupe IEC a procédé au 30 juin 2004 au remboursement de la semestrialité tel que prévu.

#### 3. Augmentations de capital

La même assemblée générale du 7 juin 2004 a donné délégation au conseil d'administration pour l'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et a ouvert la voie à la réalisation de l'augmentation de capital qui a été constatée définitivement le 31 août 2004.

Dans sa réunion du 31 août 2004, le Conseil d'Administration a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 5 013 145,80 euro libérée à hauteur de 4 213 145,80 euro, par versement en espèces et pour un montant de 800 000 euro par incorporation de la créance en compte-courant de la société Fin Cap, créance née en 2004.

Cette opération est décrite dans le prospectus établi par la société IEC Professionnel Média et sur lequel l'autorité des Marchés financiers a apposé le visa n° 04-683 en date du 21 juillet 2004.

Le capital est désormais composé de 12 854 226 actions de 0,30 € de valeur nominale chacune.

---

---

## Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

### 1. Généralités

#### 1.1. Principes généraux.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

#### 1.2. Date de clôture

La date de clôture d'exercice de l'ensemble des sociétés du groupe est le 31 décembre, à l'exception de la société AUVI-ONE dont la date de clôture est fixée au 30 juin.

La durée de l'exercice est de 12 mois pour chacune des sociétés consolidées.

#### 1.3. Conversion des états financiers en devises étrangères

L'ensemble des sociétés du groupe présente des comptes établis en EURO.

#### 1.4. Modalités de détermination du résultat par action

Le résultat par action a été calculé en application de l'avis n° 27 de l' OEC.

Dans la mesure où le résultat de base est négatif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base

#### 1.5. Normes IFRS

Les travaux engagés sur l'impact du passage aux normes IFRS pour l'élaboration des comptes consolidés du groupe IEC ont permis de recenser les divergences et de les distinguer en deux catégories principales et secondaires.

Dans la première catégorie figurent les normes IAS 6 (durée, rythme, mode d'amortissement du parc d'immobilisation et valeur résiduelle), IAS 17 (contrat de location financière) et IAS 39-9 (actualisation de dettes financières et de provisions pour risques et charges).

Dans les divergences à incidence que nous estimons faible rentrent l'IFRS 2 (les paiements en action), IAS 36 (application à l'évaluation des règles de dépréciations des stocks et des créances).

Cette classification sera confirmée à l'issue de nos premiers travaux de quantification des divergences principales.

Les travaux se poursuivent selon le calendrier présenté dans la note d'opération relative à l'augmentation de capital de juillet –août 2004 (chapitre 5, note 8) et disponible sur le site Internet d'IEC ( [www.iec-asv.com](http://www.iec-asv.com) )

### 2. Modalités de consolidation

#### 2.1. Référentiel

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes consolidés définis par la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, par le décret n° 86-221 du 17 février 1986 et du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

---

## 2.2. Périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation au 30/6/2004 :

Sociétés	Adresses	N° de Siren	% intérêts
IEC Professionnel Média	13, 15 rue Louis Kérautret Botmel 35000 Rennes	382 574 739	100,00
C2M-Intelware	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	334 356 862	100,00
Systea	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	381 700 525	99,68
SAS I.E.C.	13, 15 rue Louis Kérautret Botmel 35000 Rennes	350 093 704	99,98
GIE IEC Management	13-15, rue Louis Kérautret Botmel 35000 Rennes	434 524 419	99,99
Vidéo I.E.C. Espana L.S.	Alberto Alcocer n° 45 28036 Madrid		60,00
S.C.I. Lisa	ZAC du Bois de l'Arsot 90300 Valdoie	381 443 639	98,98
S.C.I. La Montjoie	Immeuble Gutenberg Bât D 93250 Saint Denis	393 163 522	99,98
STARLINE INTERNATIONAL	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	420 638 967	100,00
CAP CINE (1)	3,rue Villaret Joyeuse 75017 PARIS	411 276 702	27,97
AUVI ONE (1)	26, Bis rue Kléber 93100 Montreuil sous Bois	380 530 659	40,00

(1) Consolidation par mise en équivalence

Toutes les sociétés ont été consolidées par intégration globale sauf CAP CINE et AUVI ONE consolidés par mise en équivalence.

Aucune société n'est sortie du périmètre au cours du 1<sup>ER</sup> semestre 2004.

## 2.3. Détermination des écarts d'acquisition

### 2.3.1. Détermination - Valeur d'entrée des actifs et passifs

L'écart de première consolidation constaté à l'occasion d'une prise de participation, (différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation) est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie résiduelle non affectée étant portée, soit à la rubrique « écart d'acquisition » à l'actif du bilan, soit en « provision pour risque » au passif.

La société n'applique pas par anticipation le règlement 2002-10 du CRC.

### 2.3.2. Modalités d'amortissement

Les écarts d'acquisitions sont amortis sur 10 ans à l'exception de l'écart concernant Vidéo I.E.C. Espana L.S. qui a été amorti sur 5 ans et AUVI ONE amorti entièrement sur 2003. Les baisses de valeur durables et sévères sont constatées par voie d'amortissements exceptionnels.

---

### 3. Principales Méthodes d'évaluation :

#### 3.1. Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce sont inscrits à l'actif pour leur coût d'acquisition. Ils ne font pas l'objet d'un amortissement. Lorsque la valeur vénale est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur inscrite au bilan, une provision pour dépréciation est constituée.

Les logiciels informatiques sont amortis linéairement sur 1 an.

Les frais de recherche et développement concernent le développement de nouveaux produits numériques. Ces produits n'ayant pas été mis sur le marché ni en 2000, ni en 2001, ni en 2002, ni au 1er semestre 2003, les frais ont été totalement amortis.

Les frais d'établissement sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

#### 3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique prévue.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

CONSTRUCTIONS	15-20 ans
MATERIEL ET OUTILLAGE	1-5 ans
MATERIEL DE TRANSPORT	2-5 ans
MOBILIER DE BUREAU	2-10 ans
MATERIEL DE BUREAU	2-8 ans
INSTALLATIONS GENERALES	2-10 ans

Le parc de matériel destiné à la location est en immobilisations.

Immobilisations financées en crédit bail :

Les contrats de crédit bail correspondant à des financements d'acquisitions sont retraités pour montrer à l'actif l'immobilisation concernée et au passif le solde des échéances des emprunts restant à payer.

#### 3.3 Immobilisations financières

Les liquidités apportées en garantie sur des marchés sont comptabilisées en immobilisations financières.

#### 3.3 Stocks

Il s'agit de stocks de marchandises et de pièces détachées destinées à la vente.

Les marchandises neuves sont évaluées selon la méthode FIFO.

Les marchandises d'occasion sont évaluées au prix d'achat augmenté des frais de remise en état.

Pour les stocks de marchandises et pièces détachées, une provision pour dépréciation est constituée.

En ce qui concerne les articles matriculés, elle est évaluée article par article, en tenant compte des perspectives commerciales (notamment pour tenir compte des prix de vente sur le marché).

---

Pour les autres articles, elle est calculée en fonction de règles statistiques

### 3.4 Créances

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage le sont sans recours et elles sont sorties du bilan. Un dépôt de garantie est constitué auprès du factor (Note 3). Au 30 juin 2004 l'en cours de créances cédées s'élève à 6 787 milliers d'euros (31 décembre 2003 : 7 477 milliers d'euros)

Les créances non réglées aux dates d'échéances prévues ou faisant l'objet de litiges sont provisionnées comme suit :

Une provision pour créances douteuses est constituée sur l'ensemble des dossiers remis au contentieux, ainsi que sur ceux des sociétés en liquidation de biens ou en redressement judiciaire.

Pour les autres dossiers, il est également constitué une provision pour créances douteuses à hauteur de 100 % sur les créances échues à plus de 120 jours et à 50 % sur les créances échues à plus de 90 jours.

### 3.5 Résultat courant et résultat exceptionnel

En 2004, la définition du résultat courant et du résultat exceptionnel correspond aux recommandations de la COB à savoir: « la notion du résultat imputable aux activités ordinaires et des éléments extraordinaires ».

## Note.1 Immobilisations incorporelles et écart d'acquisition

### Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2003	Augmentations	Diminutions	Virement de poste à poste	30/06/2004
<b>Valeurs brutes</b>					
Frais établissement	277	1	147		131
Frais de Recherche	227		227		0
Logiciels	284	29		100	412
Fonds de commerce	648				647
Autres immobilisations incorporelles	100			-100	0
<b>Sous-total</b>	<b>1 536</b>	<b>29</b>	<b>374</b>	<b>0</b>	<b>1 190</b>
<b>Amortissements</b>					
Frais établissement	247	17	147		117
Frais de Recherche	227		227		0
Logiciels	289	24			313
Fonds de commerce	518				518
Autres immobilisations incorporelles	0				
<b>Sous-total</b>	<b>1 281</b>	<b>41</b>	<b>374</b>		<b>948</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>255</b>				<b>242</b>

- Ecart d'acquisition (En K€).

Sociétés	Dates d'acquisition	Valeur brute	Amortissement	Net
SAS IEC AVP	01/01/99	751	413	338
Vidéo I.E.C. Espana L.S.	01/01/96	94	94	0
C2M – INTELWARE	01/01/97	2 719	2 039	680
SYSTEA	01/01/97	337	337	0
STARLINE (1)	12/12/02	182	27	155
CAP CINE	30/06/03	693	69	624
AUVI ONE	20/12/03	34	34	
<b>TOTAL</b>		<b>4 810</b>	<b>3 014</b>	<b>1 796</b>

1) date de prise de contrôle

Les écarts d'acquisition SAS IEC AVP et C2M Intelware ont fait l'objet d'un test de valeur (impairment test) au 31 décembre 2003 qui n'a pas conduit à constater d'amortissement exceptionnel. Le test de valeur a été réalisé par l'utilisation de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec pour principales hypothèses une croissance des ventes de 6% l'an pour l'écart d'acquisition SAS IEC AVP (6 % l'an pour l'écart d'acquisition C2M) et un taux d'actualisation de 25% l'an pour l'écart d'acquisition SAS IEC AVP (25% l'an pour l'écart d'acquisition C2M)

Le taux de croissance de 6% des ventes est celui qui traduit le mieux nos anticipations de croissance pour les années futures, qui sont d'ailleurs confirmées sur le premier semestre de l'exercice 2004. Cependant, eu égard au risque de non-réalisation, nous avons, par prudence, ignoré la valeur terminale et nous avons utilisé un taux d'actualisation très élevé (25 %).

La méthode DCF mise en œuvre n'a pas conduit à constater de dépréciation complémentaire.

En l'absence d'indice de perte de valeur sur ces goodwill, aucun test de valeur (impairment test) n'a été réalisé au 30 juin 2004.

## Note.2 Immobilisations corporelles

Montants en milliers d'euros	31/12/2003	Augmentations	Diminutions	30/06/2004
<b>Valeurs brutes</b>				
Terrains	22			22
Terrains en crédit-bail	69			69
Constructions	149			149
Constructions en crédit-bail	758			758
Matériel et Outillage	9 155	(1)947	442	9 660
Matériel et Outillage en crédit-bail	945	585	35	1 495
Autres Immobilisations corporelles	3 204	63	42	3 224
Autres Immo. Corpor. en crédit bail	40	107		147
Immobilisations en cours				
<b>Sous-total</b>	<b>14 342</b>	<b>1 702</b>	<b>519</b>	<b>15 524</b>
<b>Amortissements/Provisions</b>				
Constructions	89	5		94
Constructions en crédit-bail (1)	399	19		417
Matériel et Outillage	7 027	1 034	444	7 617
Matériel et Outillage en crédit-bail	670	164	35	799
Autres Immobilisations corporelles	2 075	141	37	2 179
Autres Immo. corpor. en crédit bail	35	12		47
<b>Sous-total</b>	<b>10 295</b>	<b>1 375</b>	<b>516</b>	<b>11 154</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>4 047</b>			<b>4 370</b>

(1) dont 106K€ de provision pour dépréciation immeuble SCI LA Montjoie

### Note.3 Immobilisations financières

Montants en milliers d'euros	31/12/2003	Augmentations	Diminutions	30/06/2004
<b>Valeurs brutes</b>				
Titres de participation	3			3
Titres mis en équivalence	694	144	17	821
Dépôts de garantie Affacturage	752		83	669
Dépôt de garantie : Biens en location	258	13	8	263
Autres titres immobilisés (SICAV)	594		143	451
Autres immobilisations financières	216	8		224
<b>Sous-total</b>	<b>2 518</b>	<b>165</b>	<b>251</b>	<b>2 432</b>
<b>Dépréciations</b>				
Titres de participation				
Titres mis en équivalence				
Dépôts de garantie Affacturage				
Dépôt de garantie : Biens en location	16			16
Autres titres immobilisés (SICAV)				
Autres immobilisations financières	198		9	189
<b>Sous-total</b>	<b>214</b>		<b>9</b>	<b>205</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 304</b>			<b>2 227</b>

### Note.4 Créances clients

Montants en milliers d'euros	31/12/2003	Augmentations	Diminutions	30/06/2004
<b>Provisions</b>				
Provision pour dépréciation des créances clients douteuses	2 422	71	154	2 339
Provision pour dépréciation des autres créances clients	434	68		501
Provision pour dépréciation des autres créances	66		66	
	<b>2 922</b>	<b>139</b>	<b>220</b>	<b>2 840</b>

### Note.5 Capitaux propres et intérêts minoritaires

Montants en milliers d'euros	Groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31.12.2001	1 482	114	1 596
Auto contrôle	-12		- 12
Divers	34		34
Augmentation de capital	1 553		1 553
Résultat de l'exercice 2002	- 1 976		- 1 976
Capitaux propres au 31.12.2002	1 081	114	1 195
Augmentation de capital de la mère :			
- Brut	6 541		
- Frais	- 253		
- Net	6 288		6 288
Résultat de l'exercice 2003	-5 852	-42	- 5 894
Capitaux propres au 31.12.2003	1 517	72	1 589
Résultat du 1 <sup>ER</sup> Semestre 2004	-694	7	-687
Capitaux propres au 30.06.2004	821	79	900

## Evolution du capital social

Montants en milliers d'euros	Nombre d'actions	Nominal	Capital social
Capital social au 31.12.2002	2 456 534	1,52 €	3 734
Réduction de capital social du 22 avril 2003			- 2 014
Capital social après réduction du 22 avril 2003	2 456 534	0,70 €	1 720
Augmentation de capital en numéraire	3 991 858	0,70 €	2 794
Augmentation de capital - Apport en nature CAP CINE	1 281 568	0,70 €	897
Augmentation de capital - Apports créances FINCAP	1 268 000	0,70 €	888
Total Augmentation de capital du 10 septembre 2003	6 541 426	0,70 €	4 579
Capital social au 31.12.2003	8 997 960	0,7 €	6 299
Réduction de capital social du 7 juin 2004		0,3 €	- 3 599
Capital social au 30 .06.2004	8 997 960	0,3 €	2 699

## Note.6 Provison pour risques et charges

Montants en milliers d'euros	31/12/03	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	30/06/04
Provision pour garantie (1)	24	23	24		23
Provisions pour risques divers (2)	46	50			96
Provisions pour risques de marchés clients (4)	235				235
Provisions pour litiges fiscaux (3)	85				85
Provisions pour contrôle fiscal 2003 (5)	935				935
Provision pour contrôle URSSAF 2003	114			114	
Provision sur Indemnité de départ à la retraite	54				54
Provisions Dossiers prud'homaux en cours (6)	478		4	16	457
Provisions risque filiale mise en équivalence		26			26
Total provisions pour risques et charges	1 971	99	28	130	1 911

(1) La provision pour garantie est destinée à couvrir les charges futures dans le cadre de la garantie accordée aux clients sur les marchandises vendues. Elle est calculée en appliquant un taux de charge attendu sur le chiffre d'affaires réalisé sur la période ouvrant des droits à garantie.

(2) La provision pour risques divers regroupe plusieurs éléments répartis dans plusieurs sociétés.

(3) La provision pour litiges fiscaux couvre en particulier un litige ancien avec l'administration fiscale en matière de TVA.

(4) La provisions pour risques marchés clients qui subsiste correspond à un litige client né en 2002 et provisionné dans les comptes au 31/12/2002.

(5) Les redressements consécutifs au contrôle fiscal 2003 portent principalement sur la taxe professionnelle et la TVA sur ventes export.

(6) Les dossiers prud'homaux concernent les litiges nés à la suite des départs des salariés.

## Note.7 Emprunts et dettes financières

Montants en milliers d'euros	Total	- 1 an	1 à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 123	690	1 433
Intérêts courus	35	35	
Emprunts et dettes financières divers	1 581	1 581	
Emprunt en crédit-bail	1 121	611	510
Concours bancaires courants	1 376	1 224	152
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>6 236</b>	<b>4 141</b>	<b>2 095</b>

- Suite à l'accord de rééchelonnement conclu début 2002, 1 433k Euro d'emprunts et dettes auprès des établissements de crédit initialement dus à moins d'un an, ainsi que 152K Euro de concours bancaires courants, sont exigibles à plus d'un an.
- Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit pour le montant de 2 123 K€ comportent 1 150 K€ d'emprunts qui ont fait l'objet de sûretés réelles
- Le montant de 6 236K€ des emprunts et dettes financières se décompose en 3 288 K€ à taux fixes et 2 948 K€ à taux variables

Montants en milliers d'euro	31/12/03	Nouveaux emprunts	Rembour- -sements	30/06/04
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 427		304	2123
Emprunts et dettes financières divers	91	1 550	60	1 581
Emprunts en crédit-bail	722	685	286	1121
Intérêts courus	32	3		35
<b>Total emprunts</b>	<b>3 272</b>	<b>2 238</b>	<b>650</b>	<b>4 860</b>

## Note.8 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Montants en milliers d'euro	Total	- 1 an	1 à 5 ans
Fournisseurs	13 454	9 198	4 256

- Suite à l'accord de rééchelonnement conclu début 2002, 4 256 K€ de dettes fournisseurs sont exigibles à plus d'un an

Montants en milliers d'euro	30/06/04	30/06/03	2003
Fournisseurs	13 454	12 138	12593

Le tableau de variation des flux de trésorerie donne les variations en particulier des comptes fournisseurs. Pour ce poste, les précisions suivantes peuvent être mentionnées : au 1<sup>ER</sup> semestre 2004, le crédit fournisseur hors dettes fournisseurs moratoriés a augmenté de 1.6 millions d'euros

## Note.9 Autres Dettes

Montants en milliers d'euro	30/06/04	30/06/03	2003
Dettes fiscales et sociales	3 592	3 791	3 398
Autres dettes et comptes de régularisation	771	2 027	1 008
	4 363	5 818	4 406

## Note.10 Ventilation du chiffre d'affaires

Montants en milliers d'euro	1 <sup>er</sup> semestre 2004	1 <sup>er</sup> semestre 2003	2 003
Conception et Intégration de solutions audiovisuelles	22 015	15 434	35 081
Autres services (Prestation, Location, SAV, Maintenance)	8 357	7 114	12 256
Importation et distribution de matériel de diffusion	6 284	5 162	11 675
	36 656	27 709	59 012

## Note.11 Autres produits d'exploitation

Montants en milliers d'euro	1 <sup>er</sup> semestre 2004	1 <sup>er</sup> semestre 2003	2003
Reprises provisions dépréciation stocks	243	409	1 077
Reprises provisions dépréciation clients	220	585	691
Reprise provision pour risque clients			173
Reprises provisions pour risques marchés clients		225	445
Reprise provision garantie clients	24	17	
Reprise provision litige Prud'hommes	21	80	141
Reprise provision contrôle URSSAF 2003	114		
Reprises diverses		46	70
Autres produits	141	13	592
Total	763	1 375	3 190

## NOTE.12 Personnel

	30/06/2004	30/6/2003	31/12/2003
Cadres	104	89	106
Employés	188	173	192
Effectif moyen	292	262	298

Une provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée à hauteur de 54 K€ au 30/06/04. Elle est calculée sur l'ensemble du personnel en tenant compte des probabilités de départ en retraite au sein de l'entreprise.

Engagement en matière de DIF (Droit individuel à la formation)

Le montant des droits acquis par les salariés au titre du Droit Individuel de Formation s'élève à 20K€ au 30/6/2004

## Note.13 Correction d'erreur

Un dysfonctionnement dans l'enregistrement comptable des sorties de stock est intervenu en décembre 2002. Ce dysfonctionnement a été mis à jour au cours du mois d'octobre 2003 et la correction d'inventaire qu'il a entraîné a eu pour conséquence une augmentation de 1 090 K€ des charges d'exploitation du premier semestre et de l'exercice 2003.

Ce dysfonctionnement s'est traduit par l'absence de sortie comptable de marchandises facturées à des clients. Il a été mis en évidence par une baisse anormale de la marge constatée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2003, et confirmé par des sondages de rotation des stocks effectués en août 2003 dans le magasin.

## Note.14 Résultat financier

Montants en milliers d'euros	30/6/2004	30/6/2003	31/12/2003
<b>Charges</b>			
Frais financier factor	124	140	262
Frais financiers s/Emprunt	38	73	105
Frais financiers sur Crédit Bail	23	41	119
Escomptes accordés	8	5	14
Frais financiers CT Autres	46	63	114
Dotations provision		4	
Différence de change		4	5
<b>Total Charges</b>	<b>239</b>	<b>330</b>	<b>619</b>
<b>Produits</b>			
Produits financiers factor	4	3	6
Escomptes obtenus	71	78	181
Produits financiers CT Autres	20	31	62
Reprise provision	9	5	197
Change		1	1
<b>Total produits</b>	<b>104</b>	<b>117</b>	<b>447</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-135</b>	<b>-213</b>	<b>-172</b>

## Note.15 Produits et charges exceptionnels

Montants en milliers d'euros	30/6/2004	30/6/2003	31/12/2003
<b>Charges exceptionnelles</b>			
Cessions immobilisations	1		93
Divers exceptionnels	39	19	23
Exceptionnel sur exercices antérieurs		106	21
<b>Total Charges exceptionnelles</b>	<b>40</b>	<b>125</b>	<b>137</b>
<b>Produits exceptionnels</b>			
Cessions immobilisations	1	7	95
Divers exceptionnels	12	6	26
Décote s/Apports créances CAP CINE et FINCAP			224
Reprise risques divers			4
Exceptionnel sur exercices antérieurs	46	98	15
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>59</b>	<b>111</b>	<b>364</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>19</b>	<b>-14</b>	<b>228</b>

## Note.16 Impôts

Par mesure de prudence, la société n'a pas procédé à l'activation des déficits dont elle disposait. Dans ce contexte, il n'est pas paru nécessaire de procéder au calcul du résultat fiscal.

## Note.17 Engagements

Montants en milliers d'euros	30/06/2004	30/06/2003	2003
Effets escomptés non échus	0	0	0

Obligations contractuelles En K€		Total	Paiements dus par période		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes à LT					
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 123	690	1 433	
	Intérêts courus sur dettes financières	35	35		
	Emprunts et dettes financières divers	1 581	1 581		
	Emprunt en crédit-bail	1 121	611	510	
	Concours bancaires courants	1 376	1 224	152	
	Total emprunts et dettes financières (1)	6 236	4 141	2 095	
	Fournisseurs (2)	13 454	9 198	4 256	
	Autres dettes et comptes de régularisation (3)	4 363	4 363	0	

(1) cf note 7

(2) cf note 8

(3)cf note 9

Autres engagements commerciaux En K€		Montant des engagements par période			
		Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
	Garantie clients (4)	23	23		

(4)cf note 6

Engagements hors bilan liés à l'activité courante	30/06/2004	31/12/2003
	Nantissements, hypothèques et sûretés réelles (1)	1 150
Avals, cautions et garanties donnés s/ emprunts( 2)	1 429	1 634
Avals, cautions et garanties donnés s/ marchés fournisseurs (3)	120	120
Avals, cautions et garanties reçus/ marchés fournisseurs (3)	225	225
Avals, cautions et garanties reçus/ marchés clients (3)	182	188

(1) Soldes emprunts garantis par les nantissements d'actions de sociétés du groupe IEC

(2) Soldes emprunts garantis par cautions données par IEC Professionnel Média au bénéfice de sociétés du groupe.(cf : annexe des comptes sociaux de IEC Professionnel Média, § note 18 Engagements financiers,

(3) Voir tableau ci-dessous

Avals, cautions et garanties données s/ marchés Fournisseurs					
Garant	Bénéficiaire	Objet	Date		Montant garanti
IEC PM	INGRAM MICRO SARL	Marché	25/09/2003	Cautions	30
IEC PM	SENNHEISER	Marché	8/12/2003	Cautions	90
Avals, cautions et garanties reçus s/ marchés Fournisseurs					
Société générale CIO	AVID technology SONY	Marché étranger Marché	22/12/2003 8/09/2003	Lettre de crédit Stand by Cautions	150 75
Avals, cautions et garanties reçus s/ marchés Clients					
Société générale	Bouygues	Retenue de garantie sur marché étranger	20/8/2002	Cautions	54
Société générale	Bouygues	Retenue de garantie sur marché étranger	14/10/2002	Cautions	49
CIO	Parlement Européen	Marché étranger	24/12/2003	Cautions	15
CIO	Bouygues Batiment	Retenue de garantie	22/05/2003	Cautions	6
CIO	Bouygues Batiment	Retenue de garantie	10/07/2003	Cautions	57
CIO	Bouygues Batiment	Retenue de garantie	12/9/2003	Cautions	1

La cession des factures au factor est définitive. Il n'y a donc pas eu lieu de faire figurer cette cession dans les engagements hors bilan donnés.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs

---

## B. Rapport d'activité

### 1. Commentaires sur les données chiffrées du 1er semestre 2004

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2004 s'établit à 36,7 M€ contre 27,7 M€ pour la même période de 2003, soit une forte progression de 32,5 %. Cette réalisation est supérieure de 5 % au budget de la période.

Cette croissance est le résultat de la mise en place de la stratégie et des efforts entrepris depuis début 2003 dans toutes les activités du groupe.

La marge sur achats consommés et autres charges externes ressort à 23,3 % pour le premier semestre 2004, contre 22,9 % pour l'ensemble de l'année 2003.

La masse salariale du premier semestre 2004 s'élève à 7 282 K€ en légère progression de 282 K€ par rapport aux six premiers mois de 2003. Cet écart correspond aux rémunérations variables assises sur le chiffre d'affaires. Malgré la croissance de l'activité, les charges salariales fixes ont été maintenues au même niveau.

Les dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises de provisions sur stocks et clients s'élèvent à 1 193 K€ pour 1 200 K€ en 2003.

Le résultat d'exploitation négatif de 451 K€ se redresse de 1 612 K€ par rapport au premier semestre 2003 hors correction d'erreur comptabilisée sur cette période-là. Ce résultat a été atteint grâce à la progression de l'activité et à la bonne tenue des frais fixes.

Le résultat financier poursuit son amélioration (+ 78 K€) et ne représente plus que 0,36 % du chiffre d'affaires. Ce résultat a été obtenu malgré une augmentation du poste clients de 2 722 K€ liée à l'accroissement de l'activité qui repose sur une augmentation des grosses installations qui sont intervenues sur la fin du semestre et dont le cycle de réalisation est plus long. Cette augmentation du poste clients a été compensée en partie par une augmentation du crédit fournisseurs de 1,6 m€ sur la période. Les stocks sont restés stables grâce aux efforts de gestion déployés.

Après résultat exceptionnel, impôts sur les sociétés et amortissement des survaleurs (217 K€), le résultat net, part du groupe, s'établit à une perte de 694 K€, contre 3 561 K€ au 30 juin 2003.

### 2. Perspectives pour le second semestre 2004

Le niveau du carnet d'ordre laisse présager que la progression de l'activité devrait se poursuivre au second semestre 2004.

L'augmentation de capital du 31 août 2004 va permettre de poursuivre le redéploiement du groupe IEC et couvre les besoins de financement de la croissance en cours de l'activité :

Paiement de l'échéance du 31 décembre 2004 de l'accord de rééchelonnement (d'un montant de 1.248 K€) et constitution d'une réserve de trésorerie pour une partie des remboursements suivants ;

Augmentation du besoin en fonds de roulement du fait de la croissance de l'activité ;

Investissements nécessaires au développement et l'amélioration de la compétitivité du groupe IEC.

---

---

## C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2004

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats, présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société IEC Professionnel Média, établis en euros, relatifs à la période de 6 mois arrêtée le 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Rennes et à Paris, le 18 octobre 2004

Les commissaires aux comptes

Audit Consultant

PricewaterhouseCoopers Audit

Michel Hardy

Jacques Lévi

---



Société Anonyme au capital de 3 856 267,80 euro  
RCS Rennes B 382 574 739 - APE 671 C  
13/15 rue Kerautret Botmel – 35000 Rennes  
Téléphone 02 23 35 57 57 - Télécopie 02 23 35 56 61

[www.iec-asv.com](http://www.iec-asv.com)

---